

Chapitre 17 Combattre les stéréotypes et les discriminations

La logique du chapitre

Ce chapitre est consacré aux moyens de lutter contre les stéréotypes et les discriminations, qui sont des atteintes à l'égalité et à la fraternité. Les identifier est le premier objectif : il est important que les élèves puissent les qualifier pour mieux les combattre. Les stéréotypes peuvent conduire à des agissements à caractère discriminatoire (injures, harcèlement, violences, etc.) et à des discriminations.

La première étude, « Stéréotypes, discriminations, des atteintes à l'égalité » (pp. 358-359), a pour ambition de définir les stéréotypes et discriminations et d'en donner des exemples variés.

La double page suivante, « Accueillir tous les enfants à l'école » (pp. 360-361), est consacrée à la mise en application de la valeur Égalité à l'école. L'inclusion scolaire, progressive et toujours encore en cours, est abordée de façon concrète à travers des témoignages. Les différences peuvent conduire au harcèlement.

Le premier projet du chapitre (pp. 362-363) a pour objectif de donner quelques chiffres clés et conseils pour réaliser une affiche dans le but de participer au concours annuel NAH (« Non au harcèlement »).

Le dossier suivant porte sur « Les discriminations au travail » (pp. 364-365). Il étudie le parcours d'une femme victime de discrimination à la suite de sa grossesse et les moyens existants pour lutter contre les discriminations au travail.

Un deuxième projet propose de « Créer un jeu sérieux pour identifier les discriminations » (pp. 366-367). Ce jeu collaboratif invite les élèves à créer, à partir de témoignages, des cartes avec les critères, domaines et situations de discriminations pour bien les identifier.

Enfin, un débat sur la capacité du sport à combattre l'exclusion des personnes à cause de leur orientation sexuelle, leur état de santé ou leur sexe clôture le chapitre (pp. 368-369).

Un court bilan fait le point sur ce qu'il faut retenir des différentes activités avec, pour les élèves plus « visuels », une carte mentale (p. 370). Trois exercices permettent aux élèves de vérifier leurs connaissances sur les discriminations, l'inclusion scolaire et une situation de harcèlement (p. 371).

PP. 356-357 OUVERTURE

Deux documents iconographiques et une question permettent d'ouvrir le thème des stéréotypes et des discriminations.

Le document 1 est une affiche réalisée pour la « Semaine de l'éducation contre le racisme et toutes les formes de discriminations » dans le département de la Loire-Atlantique, qui a lieu chaque année en mars. On pointera le fait que ce dispositif est coordonné par la Ligue de l'enseignement et soutenu par l'Éducation nationale.

Le second document illustre l'inclusion de tous les enfants à l'école. L'image représente une salle de classe organisée en îlots matérialisant la diversité des besoins des enfants (ordinateur, manipulation, accompagnement, etc.). Le dessin illustre le slogan, lequel propose une définition de l'inclusion : « tout le monde peut avoir besoin d'aide, l'école doit l'apporter de façon adaptée à chacun », « être inclus, c'est ne pas être exclu. L'école inclusive, c'est l'école pour tous avec une vraie place pour chacun ». Ce thème est approfondi dans le dossier des pages 360-361.

En haut de la p. 357, une question à choix multiples permet de lancer la réflexion sur ce qu'est une discrimination, et ce qui ne l'est pas. La première proposition est bien une discrimination, car l'accès à l'école est refusé à une enfant handicapée. La deuxième proposition n'est pas une discrimination même si la moquerie se fait aux dépens d'un autre. La troisième est un stéréotype. On pourra s'appuyer sur le document 2 p. 358. À la fin du chapitre, les élèves doivent savoir définir et identifier une discrimination et un stéréotype.

PP. 358-359 DÉCOUVRONS STÉRÉOTYPES ET DISCRIMINATIONS, DES ATTEINTES À L'ÉGALITÉ

Afin de débiter le chapitre, ce corpus de cinq documents propose aux élèves de définir simplement ce que sont les stéréotypes et les discriminations tout en les illustrant à partir d'exemples concrets (documents 1 à 3), d'identifier les critères qui en sont à l'origine (document 4) et enfin de préciser des moyens et des acteurs qui les combattent (document 5). En lien avec le fil conducteur de l'année de 5^e, « Égalité, fraternité et solidarité », la finalité est double : faire comprendre aux élèves que les discriminations sont une atteinte au principe républicain de l'égalité et démontrer que, au nom de la fraternité et de la solidarité, s'engager est une nécessité.

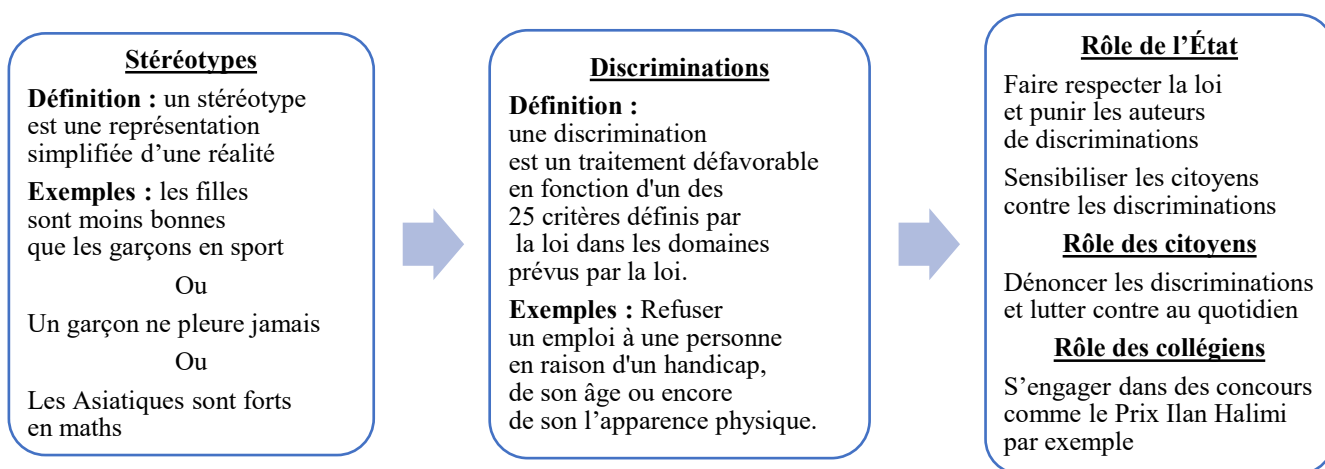
Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et droit ;
- le respect d'autrui et l'acceptation des différences ;
- les aptitudes : l'écoute et l'observation, la réflexion et le discernement, l'esprit critique ; l'apprentissage autonome.

Parcours 1

1. **a.** Vrai. Par exemple, penser que tous les garçons ou les filles sont « comme ci ou comme ça » est une représentation simplifiée d'une réalité, c'est-à-dire un stéréotype.
 - b.** Faux. Les préjugés sont basés sur les stéréotypes. Par exemple, le préjugé selon lequel les filles ne savent pas jouer au foot repose sur le stéréotype qui consiste à penser que les filles sont moins bonnes que les garçons en sport.
 - c.** Vrai. Les stéréotypes peuvent être à l'origine d'un racisme ordinaire. Par exemple, dans le document 3, la journaliste dénonce des clichés qui sont à l'origine d'une forme de racisme anti-asiatique.
 - d.** Vrai. Les stéréotypes peuvent être à l'origine de discriminations. Penser que les filles ne savent pas jouer au foot peut avoir pour conséquence de leur interdire le droit d'y jouer à la récréation.
2. Pour qu'il y ait discrimination, il faut que l'on constate un traitement défavorable en fonction d'un ou de plusieurs des 25 critères définis par la loi (voir le doc. 2 p. 367) dans les domaines qui sont prévus par la loi.
3. Le handicap (20 %), l'origine (13 %) et l'état de santé (11 %) sont les trois critères le plus souvent à l'origine de discriminations.
4. L'État lutte en faisant respecter la loi et en punissant les auteurs de discriminations selon le Code pénal qui les sanctionne lourdement (jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende).
Aussi, il définit un plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ainsi, le Prix Ilan Halimi invite les jeunes à se mobiliser contre les stéréotypes et leurs conséquences.

Parcours 2



Pour aller plus loin

Canopé propose une fiche qui fait le point sur le vocabulaire :

https://www.reseau-canope.fr/fileadmin/user_upload/Projets/educuer_contre_racisme/notion_stereotypes_prejuges.pdf

Sur le site *Stéréotypes Stéréomeufs*, des outils de sensibilisation et des ressources à partir de capsules vidéo :

<https://www.defenseurdesdroits.fr/outils-de-sensibilisation-et-ressources-pedagogiques-127>

PP. 360-361 DÉCOUVREZ ACCUEILLIR TOUS LES ENFANTS À L'ÉCOLE

Ce deuxième dossier a pour objectif d'illustrer la mise en application de la valeur Égalité à l'école avec l'inclusion de tous les enfants. Le programme invite à travailler à partir de la scolarisation d'enfants en situation de handicap et à montrer l'application du droit international dans la loi française.

Ainsi le document 1 montre les progrès de l'inclusion depuis la CIDE (1989) jusqu'aux lois de 2005 (pour « l'égalité des droits et des chances ») et de 2013 (« loi de refondation de l'école de la République »). Ces lois sont à mettre en relation avec l'augmentation de la part des enfants en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire, multipliée par 4 depuis 2006, comme on peut le voir sur la courbe.

Le document 2 est un extrait d'emploi du temps d'un élève d'une classe Ulis (Unité locale pour l'inclusion scolaire). Il s'agit de montrer les aménagements dont cet élève bénéficie, notamment l'aide d'une AESH (Accompagnante des élèves en situation de handicap) et des cours en petit groupe avec une professeure spécialisée. L'emploi du temps est complété par une citation d'une professeure spécialisée sur le but de l'inclusion.

Le document 3 est un témoignage d'une AESH sur l'accompagnement des élèves « dys ».

Enfin le document 4 permet de développer la réflexion sur l'égalité en prenant en compte l'équité.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et droit ;
- le respect d'autrui et l'acceptation des différences ;
- les aptitudes : l'écoute et l'observation, la réflexion et le discernement, l'esprit critique ; l'apprentissage autonome, l'implication dans un projet collectif et la coopération.

REPONSES AUX QUESTIONS P. 361

Parcours 1

1. Les mots importants pour résumer l'article 23 de la CIDE sont que l'enfant handicapé a le « droit » de bénéficier d'une « éducation et d'une formation appropriées » pour une vie « digne » en étant « autonome » et le mieux intégré possible dans la société. Cela montre que la convention incite à éduquer les enfants handicapés pour qu'ils deviennent des adultes intégrés dans la société. La loi de 2005 indique que tout enfant doit être « inscrit dans l'école ou un des établissements les plus proches possibles de son domicile », que les écoles doivent être accessibles et des aides mises en place pour accompagner les élèves. La loi de 2013 va plus loin dans les aménagements, créant des « dispositifs d'accompagnement personnalisé ».

2. Le dispositif pour scolariser les élèves ayant de grosses difficultés d'apprentissage à cause d'un trouble se nomme Ulis.

Cet élève a un emploi du temps aménagé. Il a des cours avec sa classe de référence (en histoire-géo, en EPS ou en classe orchestre), durant lesquels il peut être accompagné d'un AESH ou non, et des cours avec d'autres élèves en difficulté (en français et en mathématiques) avec une professeure spécialisée, où chacun travaille à son rythme.

3. Les craintes d'Erwan à la rentrée de 6^e étaient que son handicap soit trop « affiché » et qu'il soit donc perçu et traité différemment des autres car accompagné d'une AESH. Julie, son AESH, l'aide en faisant ce qu'il ne peut pas faire, par exemple prendre des notes. Elle l'aide à croire en ses capacités.

4. Pour inclure Martin et Erwan, il y a différents dispositifs mis en place comme la présence d'une AESH, des cours aménagés ou encore la classe Ulis.

5.

	Égalité	Équité
Dessin du haut	X	
Dessin du bas		X
Le droit à l'éducation	X	
Le droit d'avoir un emploi du temps adapté		X
Suivre le même programme	X	
Être accompagné par un/une AESH		X
Avoir un document en braille si je suis non-voyant		X

Parcours 2

Ce micro-trottoir est destiné aux collégiens et aux personnels du collège. Les élèves peuvent aussi bien solliciter la vie scolaire, que les agents, les AESH, le gestionnaire, le principal et son adjoint. Le micro-trottoir n'en sera que plus riche.

Cela peut être fait et diffusé à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées (chaque année le 3 décembre).

PP. 362-363 MENONS UN PROJET PARTICIPER AU PRIX « NON AU HARCÈLEMENT »

Le programme de lutte contre le harcèlement à l'École (pHARe) existe depuis 2021 ; il a été généralisé à tous les collèges en 2022 et aux lycées en 2023. Participer au prix « NAH » est un des temps forts de la sensibilisation contre le harcèlement dans les établissements, en plus de la Journée nationale de lutte contre le harcèlement à l'école, le 9 novembre, et le *Safer Internet Day*. Ce prix est organisé par le ministère de l'Éducation nationale avec le soutien de la mutuelle MAE. Les élèves peuvent concourir dans la catégorie affiche ou vidéo. Un établissement ne peut envoyer qu'une seule production. Le prix est académique puis national.

Deux liens pourront être utiles : <https://www.education.gouv.fr/non-au-harcèlement/phare-un-programme-de-lutte-contre-le-harcèlement-l-ecole-323435> qui explique pHARe et <https://www.education.gouv.fr/prix-non-au-harcèlement-12137> qui indique comment participer au prix.

Cette double page a pour objectif de donner des clés de compréhension de ce qu'est le harcèlement à l'école et des éléments pour réaliser une affiche, à l'aide également de la méthode page 336.

Le document 1 est une infographie tirée d'une étude IFOP réalisée auprès de 1 000 collégiens. Il met en avant les causes du harcèlement selon les élèves harcelés, le fait que le collège soit le niveau où les élèves sont les plus harcelés par rapport à l'école primaire et les lieux privilégiés du harcèlement, comme la cour, les couloirs et les réseaux sociaux. L'infographie présente aussi les formes du harcèlement (moqueries, insultes, mise à l'écart, maltraitements physiques et messages blessants en ligne).

Le document 2 est l'affiche de la campagne gouvernementale qui pointe la place des réseaux sociaux dans le harcèlement, interpelle les adultes, incités à ne pas minimiser ces actes et rappelle le numéro vert 3018. En dessous, un hatier-clic présente le clip « NAH » 2023/2024 « Si ça blesse, il faut que le jeu cesse », et une autre infographie, d'octobre 2023, éditée par le ministère de l'Éducation

nationale (« Que faire face à une situation de cyberharcèlement ? »). Un dossier explicatif est disponible à l'adresse suivante avec toutes les autres campagnes : <https://www.education.gouv.fr/non-au-harcèlement/lutte-contre-le-harcèlement-campagnes-de-sensibilisation-323026>

Le document 3 est une plaquette d'information qui explique comment devenir ambassadeur contre le harcèlement. Il est complété par le témoignage de deux élèves de 3^e au collège de Colombey-les-Belles qui expliquent les raisons et les formes de leur engagement (document 4).

Le document 5 est un extrait de loi qui indique que le harcèlement scolaire est un délit et qu'il est puni par la loi depuis 2022.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et du droit ;
- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : le respect d'autrui et l'acceptation des différences ; le respect de soi, la maîtrise de soi ; l'engagement et le sens des responsabilités ; l'équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes ;
- les aptitudes : l'écoute et l'observation ; la réflexion et le discernement ; l'esprit critique ; la capacité à exprimer ce que l'on ressent et l'empathie ; l'implication dans un projet collectif et la coopération.

Étape 1

1. Les causes les plus répandues du harcèlement sont pour plus de 40 % la timidité. Viennent ensuite les différences, qu'elles soient dans les centres d'intérêt, le niveau social, le poids, les cheveux ou la tenue vestimentaire. Le stress peut aussi être un motif identifié par les élèves harcelés. On remarque également que certains élèves ne savent pas pourquoi ils sont ou ont été harcelés. Les formes sont multiples et se cumulent : moqueries, insultes, mises à l'écart, maltraitances physiques et cyberharcèlement, quand le harcèlement se poursuit en dehors de l'école avec les réseaux sociaux et messageries.

2. Le harcèlement est défini par un caractère répétitif et intentionnel.

3. L'objet mis en avant est un smartphone (on reconnaît l'écran et la messagerie). Une élève vient de recevoir un message blessant (« marre d'être toujours taguée « la moche » sur les photos »). Le slogan qui l'accompagne, « Ne minimisons pas ce que vivent les enfants », fait écho à l'indication que l'élève est aujourd'hui déscolarisée. Le harcèlement a des conséquences sur le bien-être mental des victimes.

4. Le document 3 est une plaquette d'information réalisée par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse qui explique comment devenir « ambassadeur de lutte contre le harcèlement ». Les ambassadeurs sont un des dispositifs mis en place avec pHARe. Leur rôle, pour lequel ils sont formés et accompagnés, est de rompre la loi du silence en aidant les élèves touchés par le harcèlement. Acteurs et relais dans les établissements, ils peuvent aussi mener des actions en lien avec les écoles primaires du secteur.

5. Les élèves harceleurs risquent 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende si un élève victime a une incapacité de travail supérieur ou égale à 8 jours, 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende si le harcèlement a conduit la victime au suicide ou à une tentative de suicide.

Étape 2

Après un premier temps de réflexion en groupe, il est intéressant de montrer les affiches réalisées par les précédents lauréats pour identifier les points forts mais ne pas refaire la même chose.

Pour stimuler les élèves qui travaillent en projet, on peut aussi imaginer que tous les élèves produisent un travail fini et qu'une sélection soit faite avec un vote des élèves et des professeurs pour choisir la meilleure affiche, laquelle devient alors celle de la classe, chacun ayant la possibilité d'apporter des idées pour l'améliorer encore.

Ces affiches peuvent aussi servir de support de communication à la liaison inter-degré avec les écoles primaires et être mise en avant lors des temps forts au sein du collège. Ce travail s'intègre parfaitement dans le parcours citoyen.

PP. 364-365 DÉCOUVREZ LES DISCRIMINATIONS AU TRAVAIL

La réflexion sur les discriminations se poursuit dans cette double page par le prisme du monde du travail. À travers le parcours de Magda, victime de discrimination suite à un congé de maternité, l'objectif est de souligner à la fois les freins dans la carrière des femmes ainsi que les actions conduites pour y remédier, notamment l'intervention du Défenseur des droits.

Le choix est fait, ici, de limiter le nombre de document afin de se concentrer sur l'exemple de Magda (document 1).

Les documents 2 et 3 permettent de préciser et de compléter le propos (texte de loi et données chiffrées).

Le parcours 1 propose un prélèvement d'informations, le deuxième un travail sur l'oral en lien avec l'EMI.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; État de droit ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et du droit ;
- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : le respect d'autrui et l'acceptation des différences ; l'équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes ;
- les aptitudes : l'écoute et l'observation ; la réflexion et le discernement ; l'esprit critique ; la capacité à exprimer ce que l'on ressent et l'empathie ; l'apprentissage autonome ; l'implication dans un projet collectif et la coopération.

Parcours 1

1. Magda, directrice des ventes dans une entreprise, s'absente pour un congé de maternité. À son retour, sa position dans l'entreprise est remise en cause.
2. À son retour, elle constate que ce sont désormais des collègues masculins qui ont les responsabilités les plus importantes ; elle est par ailleurs rétrogradée « chef des ventes » et son travail est de plus en plus surveillé.
3. Le conseil des prud'hommes a été saisi en premier. Finalement, elle fait appel au Défenseur des droits, institution chargée de défendre et de favoriser l'accès aux droits des personnes victimes de discriminations.
4. La cour d'appel lui donne raison en suivant les observations du Défenseur des droits. La rétrogradation de Magda est bien une discrimination (sur des critères de grossesse, situation de famille et sexe) qui fait obstacle à sa carrière.
5. Le Code pénal et la loi de 2008 punissent les discriminations au travail (jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende).
6. 95 % des discriminations liées à l'activité syndicale ont lieu dans le monde du travail (où l'activité syndicale se déploie prioritairement), 89 % pour la grossesse, 66 % pour l'état de santé et 64 % pour le sexe.

Parcours 2

L'objectif est, ici, de réaliser un podcast dénonçant les discriminations à partir de l'exemple de Magda. Avoir effectué le parcours 1 au préalable n'est pas une obligation mais cela est bien sûr envisageable en tant que travail préparatoire.

Le podcast peut être réalisé seul ou en groupe.

Voici, une proposition de contenu :

« Bonjour à toutes et tous.

Nous allons évoquer avec vous aujourd'hui les discriminations au travail à partir du parcours d'une femme qui s'appelle Magda.

Cette jeune femme était directrice des ventes dans une entreprise, un poste à responsabilité. Enceinte, elle a pris, de droit, son congé de maternité. À son retour, elle constate que ce sont désormais des collègues masculins qui ont les responsabilités les plus importantes ; elle est par ailleurs rétrogradée « chef des ventes » et son travail est de plus en plus surveillé.

Il faut savoir, qu'en France, la loi interdit toutes les formes de discrimination et notamment dans le monde du travail comme le mentionne l'article 2 de la loi du 27 mai 2008. Le Code pénal précise que les sanctions peuvent s'élever à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

L'exemple de Magda montre bien que le monde du travail peut être un lieu de discrimination. 95 % des discriminations liées à l'activité syndicale (qui s'exerce il est vrai principalement dans le monde du travail) y ont lieu, 89 % de celles liées à la grossesse, 66 % à l'état de santé et 64 % au sexe. L'âge, l'origine ou encore le handicap sont d'autres critères de discrimination au travail.

Nous espérons que le parcours de Magda vous a permis de comprendre que les discriminations dans le monde du travail existent mais aussi qu'elles sont interdites par la loi et combattues par l'État ou par le Défenseur des Droits. Merci de nous avoir écoutés ! »

Pour aller plus loin

Sur le site du Défenseur des droits, des outils de sensibilisation et des ressources :

<https://www.defenseurdesdroits.fr/outils-de-sensibilisation-et-ressources-pedagogiques-127>

PP. 366-367 MENONS UN PROJET CRÉER UN JEU SÉRIEUX POUR IDENTIFIER LES DISCRIMINATIONS

Ce dossier propose aux élèves de découvrir comment et de quoi est constituée la notion de discrimination en abordant les différents domaines qui s'y réfèrent ainsi que les critères de discrimination établis par la loi. Les élèves sont amenés à comprendre comment une situation de discrimination peut être définie, à partir de textes de loi et d'exemples. On leur propose ensuite de créer des cartes pour pouvoir échanger sur diverses situations de discrimination. Pour cela, les élèves sont invités à découvrir l'ensemble documentaire.

Dans le document 1, les élèves découvrent huit témoignages, tirés d'articles de presse. Chacun évoque une situation de discrimination.

On peut trouver des témoignages complets sur le site du Défenseur des droits : <https://www.defenseurdesdroits.fr/temoignages-125>

Ces témoignages font référence à des domaines et à des critères de discrimination variés.

Le document 2 est une infographie qui présente les 25 critères de discrimination retenus par la loi (Code pénal 225-1). La légende du document rappelle, qu'en France, on parle de discrimination dans 5 domaines que les élèves sont amenés à découvrir et à noter.

La création du jeu vise les objectifs suivants :

- Sensibiliser les joueurs aux différentes formes de discriminations ;
- Encourager la réflexion sur les conséquences des discriminations et sur les moyens de les combattre ;
- Favoriser la discussion et l'empathie entre les joueurs.

Il s'agit de discuter d'une situation de discrimination en faisant référence au domaine et au critère concernés. Les cartes « Domaine » et « Critère » sont des mises en forme des domaines et critères découverts dans le document 2.

Pour aller plus loin

On pourra demander aux élèves de rechercher les sanctions prévues par la loi pour les différentes discriminations.

On peut aussi leur demander de proposer un classement des discriminations. La métropole de Nantes distingue par exemple des critères relatifs :

« - à l'identité : âge, sexe, identité de genre, orientation sexuelle, origine vraie ou supposée, nom de famille, apparence physique, caractéristiques génétiques...

- à la situation : situation familiale ou économique, grossesse, état de santé, handicap, lieu de résidence, domiciliation bancaire...

- aux choix : habitudes de vie, convictions religieuses, opinions politiques, activités syndicales... »

<https://metropole.nantes.fr/services/egalite-solidarite-sante/lutte-contre-les-violences/comprendre-discrimination#serviceTocEntry0>

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; État de droit ;

- la compréhension critique des élèves de la règle et du droit ;

- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : le respect d'autrui et l'acceptation des différences ; le respect de soi, la maîtrise de soi ; la prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement ; l'esprit civique et le sentiment d'appartenance à une collectivité ; l'engagement et le sens des responsabilités ; l'équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes ;

- les aptitudes : l'écoute et l'observation ; la réflexion et le discernement ; l'esprit critique ; la capacité à exprimer ce que l'on ressent et l'empathie ; l'implication dans un projet collectif et la coopération.

PP. 368-369 DÉBATTONS LE SPORT PEUT-IL METTRE LES DISCRIMINATIONS « HORS-JEU » ?

Ce débat pose la question du rôle et du poids du sport et des sportifs dans la lutte contre les discriminations.

Le sport est à l'image de la société et des discriminations peuvent y exister. On l'a vu dans la double page précédente avec l'exemple de Yoan qui s'est vu refuser l'inscription dans un club de sport en raison de son homosexualité. Par ailleurs, des matchs de foot ont pu être arrêtés à cause de chants homophobes ou d'injures racistes. Les discriminations dans le sport sont diverses, liées au sexe, au handicap, à la couleur de peau, à la religion, à l'orientation sexuelle, etc. C'est pourquoi la question proposée en débat se pose.

Le document 1 est un extrait du Code du sport qui indique que tout le monde doit avoir un accès égal aux activités physiques et sportives.

Le document 2 est composé d'une photographie prise lors d'un match de football avec le PSG (les élèves pourront reconnaître Kylian Mbappé ou Messi) lors d'une journée spéciale avec une banderole arc-en-ciel « homos ou hétéros, on porte tous le même maillot », accompagnée d'un texte expliquant le dispositif et la position de la ligue de football professionnel.

Le document 3 est issu d'un sondage Odoxa qui montre que les Français sont sensibles à l'engagement des sportifs sur les questions de société, plus encore quand ils sont amateurs de sport.

Le document 4 est une affiche d'une campagne publicitaire de la Licra et de la FFF, sur laquelle on identifie aussi divers sponsors, pour défendre le vivre-ensemble et lutter contre le racisme et l'antisémitisme.

Le document 5 est une affiche pour le « basket inclusif » réalisée par la FFBB : l'illustration montre que l'inclusion doit concerner les femmes, les handicapés et, symbolisée par les robots, toute personne.

Le document 6 présente le dispositif mis en place par la ville de Nancy, « Ensemble, faisons équipe contre les discriminations », en partenariat avec l'office municipal des sports.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; État de droit ;

- la compréhension critique des élèves de la règle et du droit ;

- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : le respect d'autrui et l'acceptation des différences ; le respect de soi, la maîtrise de soi ; la prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement ; l'esprit civique et le sentiment d'appartenance à une collectivité ; l'engagement et le sens des responsabilités ; l'équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes ;

- les aptitudes : l'écoute et l'observation, la réflexion et le discernement, l'esprit critique ; la capacité à exprimer ce que l'on ressent et l'empathie ; l'implication dans un projet collectif et la coopération ; la participation à un débat pour résoudre les conflits et/ou prendre des décisions.

Étapes 1 et 2

A. Le sport peut aider à faire évoluer les comportements et à lutter contre les discriminations.	B. Le sport ne peut pas aider à faire évoluer les comportements et à lutter contre les discriminations.
<p>Doc. 1 : la loi garantit que le sport doit être un lieu d'inclusion pour tous. + exemple des JO et des jeux paralympiques</p> <p>Doc. 2 : les sportifs s'engagent lors de la journée dédiée à la lutte contre l'homophobie de la ligue 1 et 2. On reconnaît des sportifs célèbres, comme Mbappé ou Messi, qui peuvent être des figures influentes auprès des amateurs de sport, et notamment apprendre la tolérance aux enfants.</p> <p>+ En mars 2024, la ligue de football a fait floquer un nouveau maillot avec le terme « racisme » barré.</p> <p>Doc. 3 : l'avis des sportifs compte pour 65 % des amateurs de sport : leur engagement peut donc influencer positivement les opinions.</p> <p>Doc. 5 : la FFBB fait une campagne pour développer le basket inclusif, montrer que tout le monde peut faire du sport.</p> <p>Doc. 6 : la ville de Nancy s'engage pour favoriser la lutte contre les discriminations dans le sport à travers une charte qui regroupe 97 associations, un label et un Prix annuel.</p>	<p>Doc. 1 : l'affirmation de la loi d'un égal accès aux activités physiques et sportives n'est pas toujours respectée.</p> <p>Doc. 2 : une journée par an dédiée à la lutte contre l'homophobie, c'est vraiment très peu.</p> <p>De plus, 5 joueurs du championnat ont refusé de porter le maillot avec le flochage arc-en-ciel.</p> <p>Interrompre le match n'est pas suffisant : il faudrait des pénalités pour les clubs et les supporters.</p> <p>Doc. 3 : l'opinion d'un sportif compte pour seulement 42 % des Français.</p> <p>Doc. 6 : une seule ville a mis en place ce label, ce qui interroge sur son efficacité.</p> <p>+ l'école a sans doute plus de poids pour faire évoluer les mentalités, lutter contre les discriminations et favoriser l'inclusion.</p>

Étape 3

Le monde du sport se mobilise contre les attitudes discriminatoires et les discriminations. Par exemple, dans le milieu du football, la FFF, les ligues 1 et 2 ont mis en place une journée de sensibilisation annuelle contre l'homophobie. Avec la Licra, une campagne d'affichage a été mise en place pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme. La FFBB met avant la pratique inclusive du basket. Les amateurs de sport sont sensibles à ces engagements qui peuvent faire évoluer les mentalités. Toutefois, certains sportifs d'un sport populaire comme le football refusent de porter le maillot avec un flochage arc-en-ciel.

Par ailleurs, les actions des clubs et sportifs ne suffisent pas. Les clubs qui refusent des personnes en raison de leur origine, sexe, orientation sexuelle, couleur de peau et religion doivent être condamnés comme le prévoit la loi. Les collectivités doivent aussi s'engager comme le fait la ville de Nancy avec son label, sa charte et son Prix pour valoriser le travail des clubs sportifs de la ville contre les discriminations. Le rôle de l'école est aussi primordial pour apprendre à lutter contre les discriminations et favoriser l'inclusion.

P. 371 JE RÉVISE LE CHAPITRE

Une version imprimable des exercices est disponible sur :

www.hatier-clic.fr/24emc1706

Exercice 1 : J'identifie les discriminations

	Discrimination	Critère	Domaine
a. Maeva s'est vu refuser un stage pour devenir agent de sécurité car elle est une femme.	Oui	Sexe	Emploi
b. Kylian n'a pas obtenu le stage de 3 ^e qu'il demandait en raison de son adresse.	Oui	Lieu de résidence	Éducation
c. Agathe n'a pas participé au voyage en Italie car elle ne fait pas latin.	Non		
d. Samira n'a pas pu être inscrite au collège car elle est malvoyante.	Oui	Handicap	Éducation
e. Hicham s'est vu refuser une offre d'emploi de serveur dans un restaurant car il est d'origine étrangère.	Oui	Origine	Emploi
f. Marcus n'a pas été autorisé à rentrer dans une discothèque car il est en fauteuil roulant.	Oui	Handicap	Accès aux biens et services privés
g. Emma n'a pas été prise dans le club de théâtre car il n'y avait plus de rôle à distribuer en cours d'année.	Non		

Exercice 2 : Je connais l'inclusion scolaire

1. c. : « L'inclusion scolaire vise à offrir à tous les élèves, indépendamment de leurs différences, un accès équitable à l'éducation dans des environnements d'apprentissage diversifiés et inclusifs. »
2. La loi de 2005 pour « l'égalité des droits et des chances » a renforcé l'inclusion scolaire, puis, en 2013, la loi de Refondation de l'École de la République.
3. Parmi les aménagements mis en place pour favoriser la réussite des élèves en situation de handicap, on peut citer :
 - accompagnement d'une AESH pour recopier ou expliquer ;
 - des cours et des évaluations adaptés ;
 - un emploi du temps aménagé ;
 - l'utilisation d'un ordinateur...

Exercice 3 : Je reconnais une situation de harcèlement

1. Quelqu'un a fait tomber son plateau à la cantine ; le harcèlement se poursuit sur les réseaux sociaux où l'épisode est l'objet de moqueries.
2. Le harcèlement conduit au mal-être, à la chute des résultats, à la phobie scolaire, à l'isolement et peut même conduire au suicide : sur l'affiche, on peut lire que cet élève a « tenté de mettre fin à ses jours. »
3. Le numéro vert à contacter est le 3018.
4. On peut participer au concours « Non au harcèlement », être ambassadeur de lutte contre le harcèlement, conseiller à quelqu'un de contacter le numéro vert ou le faire soi-même.